



Dimanche 20 Septembre 1987

18h15-19h30

PIERRE MAUROY

Ancien Premier Ministre

GRAND JURY composé de :

Paul-Jacques Truffaut et Paul Joly pour RTL

André Passeron et J.-L. Andréani pour Le Monde

Présentation : *Olivier Mazerolle*

Texte Intégral

SCP RTL

22 bis, rue Bayard
75008 Paris

SERVICE DE PRESSE

☎ 40.70.40.70

Olivier MAZEROLLE. - Bonsoir, monsieur Mauroy. Vous êtes l'invité du Grand Jury alors que le parti socialiste commence de bien curieuse manière l'année de l'élection présidentielle. Vous-même, cet été, avez souligné en deux formules les déficiences de votre parti. Vous avez regretté la façon dont les socialistes ont fait oublier les divisions à droite et vous avez également remarqué : il y a trop de leaders socialistes qui parlent comme des robinets d'eau tiède. Ainsi donc se trouvait stigmatisé par ces deux formules le trop-plein de candidatures socialistes avec Michel Rocard, Jean-Pierre Chevènement, le point d'interrogation François Mitterrand, vous-même peut-être ...

M. MAUROY. - Vous voulez un scoop ?

Olivier MAZEROLLE. - Oui, pourquoi pas.

M. MAUROY. - Non ... parce que je crois que la semaine dernière cela a déjà été très fort pour vous ... On fera ce qu'on pourra pour qu'il en soit de même sur le plan médiatique mais, non, je n'ai pas à faire de déclaration sur ce plan-là.

Olivier MAZEROLLE. - Votre deuxième formule soulignait les difficultés du parti socialiste à définir un message à adresser aux électeurs.

André Passeron, Jean-Louis Andréani du Monde, Paul Joly, Paul-Jacques Truffaut et moi-même allons vous interroger sur l'état du parti socialiste. Mais commençons par les passes d'armes entre François Mitterrand et la majorité. Elles montrent que l'époque de la cohabitation souriante est terminée. Dans une interview à paraître demain dans l'hebdomadaire Le Point, François Mitterrand s'en prend à la CNCL qui n'inspire pas le respect, dit-il. N'est-ce pas davantage le langage d'un partisan que celui d'un Président de la République ?

M. MAUROY. - Permettez-moi de revenir brièvement sur ce que vous avez dit au départ. Vous avez repris deux phrases que j'ai effectivement prononcées et qui étaient critiques. Mais, reprises ainsi au début d'une émission, je donne l'impression d'une grande critique à l'égard du parti socialiste. Or, je voulais signifier à l'ensemble de mes camarades la nécessité d'avoir un

discours offensif. Nous y sommes, je crois, maintenant au discours offensif et dans les semaines et les mois qui viennent, ne vous en faites pas, les socialistes seront offensifs.

En ce qui concerne la division de la droite, elle était patente, elle le sera à nouveau dans les prochains mois. J'ai voulu simplement montrer qu'on avait interrompu le feuilleton de la division de la droite, mais je suis persuadé que vous le reprendrez bientôt.

"LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE EST OFFENSIF"

Olivier MAZEROLLE. - Discours offensif : François Mitterrand dit que la CNCL n'inspire pas le respect.

M. MAUROY. - En tout cas, oui, le Président de la République est offensif. En ce qui concerne la liberté de l'information, mon devoir, dit-il, est de monter au créneau. J'ai pris connaissance avec vous de l'interview qu'il a donnée au Point. Le Président se montre très critique sur les transformations qui ont affecté le paysage audiovisuel depuis mars 1986. Les Français sont très critiques aussi et j'imagine facilement que vous l'êtes également. Nous, nous avons autorisé les radios puis les télévisions privées. Eux privatisent les radios et les télévisions publiques. Par ailleurs, l'équité dont la Haute autorité était gardienne n'a pas été respectée si bien que la CNCL rencontre maintenant des critiques : les critiques du Président, les critiques des Français, les critiques de nombreux journalistes. Non, décidément, en ce qui concerne la liberté de l'information et le paysage audiovisuel cela ne va vraiment pas. Vraiment pas ! De plus, quand vous prenez votre journal, vous vous apercevez que le journal du groupe vous dit que tout ce qui se passe à la radio et à la télévision du groupe est bien. En revanche, ailleurs, tout va mal. Cela, vraiment, c'est une offense à la liberté, au jugement.

André PASSERON. - M. Mitterrand ne s'est pas contenté d'accorder cette interview sur les problèmes de l'audiovisuel. Depuis quelques jours, le Président de la République semble animé d'une vigueur tout à fait offensive et sa dernière intervention sur TF 1 dans l'émission de Christine Ockrent a révélé une pugnacité qui ressemble un peu à une ouverture de campagne électorale ...

M. MAUROY. - Vous connaissez le Président de la République. Vous avez douté de sa pugnacité ? C'est maintenant que vous la découvrez ?

André PASSERON. - Absolument pas.

M. MAUROY. - Pour nous donner la victoire le 10 mai 1981, il fallait une certaine pugnacité. Vingt-trois ans d'opposition !

André PASSERON. - En descendant maintenant dans l'arène électorale, n'avez-vous pas l'impression que M. Mitterrand se livre un peu au jeu des polémiques ? N'est-ce pas trop prématuré pour une campagne électorale qui doit avoir lieu dans sept mois ?

M. MAUROY. - Je crois exactement le contraire. J'ai naturellement regardé et écouté l'émission à laquelle vous faites allusion. Je l'ai trouvé évidemment d'une belle pugnacité mais en même temps d'une très grande sérénité. En tout cas, à chaque fois que le Président de la République monte au créneau, chaque fois aussi que finalement on ne l'entend pas - il est arbitre, il a ses responsabilités - j'ai fait la comptabilité de toutes ses actions personnelles. Je me suis aperçu que, chaque fois, c'était la liberté qui était en cause, l'égalité qui était en cause, la fraternité qui était en cause, la justice ... Mais ne pensez-vous pas que dans la République française qui inscrit sur tous ses frontispices, sur toutes les maisons communes, sur toutes les mairies, sur tous les hôtels de ville cette belle formule - qui ne vaut pas seulement pour la France mais pour le monde - "liberté, égalité, fraternité", à chaque fois que l'on met en cause ces grands principes, il est naturel que le Président de la République, le Président de la France, le Président des Français sorte de sa réserve et dise ce qu'il pense par rapport à telle ou telle action qui met justement en cause ces grands principes.

Je pense que les Français, au contraire, ont une grande chance d'avoir un Président qui a une telle pugnacité, une telle autorité, qui puisse s'adresser à tous les Français comme il le fait, qui est soucieux de l'ensemble de la France et des Français mais qui, quand il le faut et avec le ton qu'il faut, dit ce qu'il faut dire. C'est une grave déviation de notre vie politique ou d'actions qui ont été menées par le Gouvernement.

Paul-Jacques TRUFFAUT. - Ne pensez-vous pas que le gouvernement de la France risque de devenir impossible pendant les sept mois qui nous séparent de la prochaine élection si le Président de la République, le Premier ministre et certains ministres se crèpent le chignon à longueur de journée ?

M. MAUROY.- Le Gouvernement de la France ne fait rien non plus pour se montrer irréprochable. Sur ce plan-là, il pourrait faire un peu mieux. Il a échoué dans de nombreux domaines, sur les plans économique et social. L'heure de la vérité va sonner. Dans les prochains mois, il faut aborder le débat démocratique sur les résultats de la politique du Gouvernement, les comparer avec d'autres, en tous les cas, éclairer le jugement des Français. On n'a pas besoin de patauger dans les affaires, de mettre en cause ici la liberté, là la justice et la fraternité. Très franchement, on pourrait très bien mener ce débat dans la clarté. Cela est nécessaire en démocratie. La démocratie et la République, c'est tout de même le régime de la vertu. C'est difficile, c'est vrai. Mais ce qui est important c'est de savoir le seuil au-delà duquel il ne faut pas aller. Je pense que le Gouvernement, la droite ont dépassé souvent ce seuil.

Paul-Jacques TRUFFAUT.- A l'allure où les choses sont engagées, on peut se demander si le seuil ne sera pas franchi.

M. MAUROY.- N'exagérons rien. J'ai vu l'émission de TF 1. Le Président est apparu certes pugnace sur les idées, mais c'était une émission qui était bien enlevée, agréable, qui avait même un petit caractère intimiste, dans laquelle le Président était face aux problèmes de société, de la vie quotidienne et répondait à ces problèmes. Ne donnons pas l'impression d'une émission dans laquelle on a vu un Président combattant.

"AFFAIRES" PROUTEAU ET GREENPEACE

Olivier MAZEROLLE.- Vous dites qu'il y a des limites à ne pas dépasser et que la droite les a dépassées bien souvent dans ses rapports avec le Président de la République, dans le Gouvernement. Dans quels cas ?

M. MAUROY.- Sur le plan politique, lorsqu'elle n'a pas été claire, par exemple, avec le Front national, la droite a dépassé les limites; lorsqu'elle a reproché au gouvernement que j'animais des problèmes de sécurité, lorsqu'elle a crié à l'insécurité. Lorsqu'elle s'est lancée à corps perdu dans ce débat qui n'était pas innocent, d'une certaine manière elle a faussé le débat démocratique. Maintenant, elle rencontre des difficultés, elle est prise à son propre piège. Lorsqu'elle met en place la CNCL qui, au lieu d'être une instance écoutée et qui devrait mériter le respect - elle a une institution parce que les dosages ont été organisés pour cela - n'est point une institution équitable, elle a manqué à un devoir qui était la liberté de l'information; lorsqu'elle réalise

les privatisations par rapport aux nationalisations que j'avais faites avec mon gouvernement, ce sont des privatisations, oui, mais lorsqu'elle les fait au nom de la liberté, qu'elle nous explique que c'est le capitalisme populaire et qu'en fait de capitalisme populaire c'est le capitalisme des noyaux durs et, au centre de ces mêmes noyaux durs, le noyau dur des noyaux durs, c'est un capitalisme, oui, mais un capitalisme d'Etat avec la mainmise d'un parti politique. Lorsqu'elle lance des politiques de ce genre, il est évident qu'elles appellent des réponses. La réponse qui a été apportée par le Président de la République est tout à fait mesurée. Je pense que c'est un avertissement à ne pas continuer à patauger dans les affaires.

Paul JOLY.- Ne croyez-vous pas que cela va se terminer par un accident pour la cohabitation dans la mesure où, à chaque fois que François Mitterrand parle, critique un tant soit peu le Gouvernement, un ou deux ministres montent au créneau, répondent, voire répliquent d'une façon très sèche comme cela vient d'être le cas avec MM. Chandon et Léotard ?

M. MAUROY.- Et alors ?

Paul JOLY.- Avez-vous été choqué par les répliques de MM. Léotard et Chandon ?

M. MAUROY.- En tous les cas par celle du Garde des sceaux, oui. J'en ai pris connaissance et je ne comprends pas. Il donne l'impression d'être un enfant à qui on aurait fait une réprimande lorsqu'il déclare : Je n'irai plus voir le Président de la République ! Qu'est-ce que cela signifie dans une République qui est organisée, dans une démocratie comme la nôtre où le Garde des sceaux doit être un personnage respecté, qui a des responsabilités tout à fait particulières et qui connaît bien celles du Président de la République, ne serait-ce qu'en matière de justice ? Qu'est-ce que cela veut dire que ce ministre qui déclare : Je n'irai plus voir le Président de la République ... Tout cela donne une impression tout à fait désagréable. Il ferait mieux de s'abstenir de ces commentaires.

Les Français ont vu l'émission et je suis persuadé qu'ils l'ont appréciée. Ce qui a été dit par le Président de la République l'a été tranquillement, sereinement, avec une force qu'il a en lui, une pugnacité qui lui est naturelle mais qui est exprimée toujours de la manière la plus correcte et avec beaucoup de nuances. Que signifie ces réactions ... Je ne dirais pas caractérielles mais quel manque de classe pour ce Gouvernement !

Olivier MAZEROLLE. - Vous ne pensez pas que le plaidoyer pour M. Prouteau pourrait être perçu par le juge d'instruction comme une tentative de l'influencer ?

M. MAUROY. - Vous croyez que pendant trois ou quatre mois on va nous amuser de la sorte avec les affaires dans lesquelles on patauge ? Si je reprenais la liste de tous les scandales qui ont eu lieu sous la Ve République avec le général De Gaulle, Georges Pompidou, on pourrait évidemment amuser la soirée ! Qu'est-ce que cela signifie ces affaires qui reviennent juste à un moment donné, qu'on utilise ou qu'on n'utilise pas, je n'en sais rien. En tous les cas, il y a tout de même un certain nombre de circonstances qui sont un peu troublantes ou des hasards de calendrier qui sont absolument extraordinaires. Dans ce domaine, le Président de la République a dit ce qu'il pensait de Prouteau. Très bien ! Les juges feront ce qu'ils voudront.

Jean-Louis ANDREANI. - Partagez-vous son admiration pour le lieutenant-colonel Prouteau ?

M. MAUROY. - Je connais les états de service du préfet Prouteau et je sais qu'ils sont tout à fait exceptionnels. Prouteau n'a pas été mon collaborateur direct. Il a été le collaborateur du Président qui en a parlé comme quelqu'un qu'il connaissait très bien. Cela dit, il a été d'une très grande clarté et a précisé lui-même que le juge d'instruction fera ce qu'il doit faire.

Olivier MAZEROLLE. - A propos des affaires, c'est un socialiste, Michel Rocard pour ne pas le nommer qui, au mois d'août, a déploré qu'on ne connaisse pas toute la vérité dans l'affaire Greenpeace.

M. MAUROY. - Cette affaire a été stupide. Elle est inacceptable. Il y a déjà eu des sanctions. Voulez-vous que je dresse la liste de toutes les affaires dans lesquelles il n'y a jamais eu de sanctions, qui ont été couvertes par le secret d'Etat, ou qui n'ont eu absolument aucune suite ? Un ministre, Charles Hernu - il était le ministre de la défense, un excellent ministre - a démissionné. C'est tout. Il est parti. Croyez-vous que cela apporte quelque chose à la France de rester sur cette affaire, de continuer à en parler, de rester immobilisés pendant des minutes peut-être, dans cette émission, autour de cette affaire ? Les Français ont été parfaitement informés. Le Premier ministre de l'époque s'est exprimé. Il n'y a pas lieu de pataquer dans les affaires, la France a autre chose à faire.

André PASSERON. - Cessons de patauger, tout au moins dans ces affaires-là.

Je veux vous poser une question que se sont posé de nombreux téléspectateurs après avoir vu l'émission à laquelle participait le Président de la République. Quel est votre sentiment, non pas votre souhait, après avoir entendu le Président de la République après une heure et demie : sera-t-il candidat ou s'est-il placé dans la peau d'un candidat ?

M. MAUROY. - Je trouve les journalistes français tout à fait extraordinaires. Vous scrutez le Président de la République ! Il fait une émission, il se déplace, il dit quelque chose, il ne dit rien, vous vous interrogez immédiatement : qu'est-ce que cela veut dire ? Est-il candidat ou n'est-il pas candidat ? Ce qu'il y a d'extraordinaire dans toute cette histoire, c'est qu'il apporte lui-même la réponse. Avec également beaucoup de pugnacité, Christine Ockrent est souvent revenue sur cette question. Le Président de la République a répondu qu'il ne dirait rien, qu'on ne connaîtrait sa réponse que le moment venu. Tous les Français comprennent qu'un Président de la République en exercice doit rester le Président des Français — c'est une façon de les honorer, quels qu'ils soient — et n'apporter une réponse que le plus tard possible. Non seulement ils l'ont bien compris mais les sondages montrent que 68 p.100 d'entre eux considèrent que c'est très bien comme ça et qu'il doit se prononcer le plus tard possible.

Moi, je suis comme tous les Français et la question que je me pose est celle-ci : pendant combien de temps encore tous les journalistes de France vont-ils poser cette question qui n'aura sa réponse que l'année prochaine, au mois de mars ?

Paul-Jacques TRUFFAUT. - Est-il exact que vous invitez le Président de la République à Lille, à la fin de l'année, à un grand banquet ?

M. MAUROY. - C'est une nouvelle extraordinaire ! Vous me l'apprenez, monsieur Truffaut.

Paul-Jacques TRUFFAUT. - Vous démentez donc ?

M. MAUROY. - Non, pas du tout. Ce que j'organise à Lille, c'est un grand banquet pour le Président de la République mais pas nécessairement ... C'est extraordinaire !...

Paul-Jacques TRUFFAUT. - C'est une question !

M. MAUROY.- Vous voyez comment tout a été très bien organisé et mis au point ... Nous sommes en train de préparer des festivités. Je prépare la campagne électorale sur le plan de la Fédération nationale des élus socialistes et républicains. J'organise des assises chaque semaine, je vais faire le tour des régions, cette campagne se terminant par un vaste rassemblement de l'ensemble des élus socialistes et républicains. Nous aurons bien entendu des grandes réunions dans le cadre de la propagande pour la campagne mais le fait que nous nous préparions de cette façon et que nous envisagions évidemment de mener une campagne très active ne vous donne pas la recette pour savoir qui sera le candidat à la présidence de la République. Je pourrais même vous dire que, quel soit le candidat socialiste, il sera reçu de la même manière et que toute la campagne est organisée pour le candidat. Donc, la question reste entière.

LA PLACE DU FRONT NATIONAL DANS LA VIE POLITIQUE

Olivier MAZEROLLE.- Nous reparlerons du candidat du parti socialiste mais continuons la discussion un petit moment encore autour des activités actuelles du Président de la République.

Toujours dans cette émission sur TF 1, le Président de la République s'en est pris à la région Ile-de-France. Après les propos qui avaient été tenus ici même par Jean-Marie Le Pen et "le point de détail" que constitueraient pour lui les chambres à gaz, il s'est étonné que la région Ile-de-France envisage de laisser des membres du Front national intervenir dans les conseils d'administration des lycées.

Or il se trouve malencontreusement que ceci se produit dans votre propre région du Nord-Pas-de-Calais depuis un an et demi, si je ne m'abuse.

M. MAUROY. - Malencontreusement, vous dites...

Olivier MAZEROLLE. - Malencontreusement parce qu'il s'en prend à une région de façon curieuse, car cette région est dirigée par le R.P.R. et il ne parle pas du tout d'une région où les socialistes sont dominants.

M. MAUROY. - Là, vous faites un peu l'analgme entre deux informations qui doivent tout de même être précisées.

D'abord, je voudrais vous féliciter pour ce qui a été fait il y a exactement une semaine au cours de votre émission, où M. Le Pen s'est enfin démasqué. M. Le Pen réussissait ce tour de force de s'exprimer depuis des mois et des mois toujours à la lisière de ce qui pouvait rester acceptable et qui était pourtant un clin d'oeil de connivence avec ceux qui ont des idées racistes ou antisémites. Ici, en quelque sorte, il a dû se dévoiler.

Olivier MAZEROLLE. - Nous lui avons posé des questions, comme nous vous posons des questions. Il a répondu de la façon dont il souhaitait répondre.

M. MAUROY. - Il s'est démasqué et la conférence de presse qu'il a faite ensuite n'a fait qu'aggraver son cas.

Nous, nous avons réagi. Moi, j'ai réagi comme président de la Fédération des élus socialistes et républicains, et j'ai réagi comme socialiste, comme membre de l'exécutif du parti socialiste. Nous avons réagi fort.

Ce matin, c'étaient les assises à Livry-Gargan. Nous sommes allés à Drancy. Le Pen était à côté pour la fête des Bleu-Blanc-Rouge, des Bleu-Blanc-Rouge souillés. Nous, nous étions devant le camp de Drancy et nous avons déposé une gerbe avec une bande tricolore, pour rappeler la mémoire des 80 000 personnes qui sont passées par Drancy, qui sont parties et qui ne sont pas revenues. Deux mille seulement sont revenues. Voilà la réalité de Drancy, comme la réalité des chambres à gaz, la réalité des fours crématoires, la réalité des camps.

Je pense qu'on doit combattre M. Le Pen et ceux qui sont autour de lui politiquement, moralement. C'est un combat qui commence, qui ne s'arrêtera pas.

La France a besoin sur ce plan-là de mener une campagne, de faire une opération de propreté. M. Le Pen et les siens polluent la France.

C'est pourquoi, sur le plan de cette fédération des élus, nous avons pris un certain nombre de décisions. D'abord, nous questionnons les hommes politiques: "Pourquoi avez-vous passé un accord avec le Front National pour avoir une région ici, une ville ailleurs?"

Dans la région Nord-Pas-de-Calais, c'est la gauche qui est majoritaire et c'est nous qui dirigeons le conseil régional. Le président et les vice-présidents sont de gauche, et, à la proportionnelle, on a réglé un certain nombre de délégations, dont justement les délégations dans les lycées. J'ai estimé avec Michel Delebarre - et j'ai posé le problème au président Noël Joseph, qui dirige le conseil régional du Nord-Pas-de-Calais - qu'il n'était pas admissible que ces délégués, s'ils sont d'accord avec Le Pen, puissent garder leur délégation dans les lycées. Il est absolument indispensable que dans les lycées on garde la mémoire de ce qui s'est passé pendant la guerre et ceux qui perdent la mémoire avec M. Le Pen ne doivent pas pouvoir venir dans les conseils d'administration des lycées. Voilà ce que nous allons faire dans le Nord-Pas-de-Calais. Or l'information qui nous a été donnée par les socialistes du conseil régional, et que n'a d'ailleurs pas mise en cause M. Giraud, c'est qu'en Ile-de-France il y aurait eu une sorte d'accord: "Vous allez avoir des délégations dans les lycées, mais il faut voter le budget!" C'est cela que nous avons dénoncé!

Olivier MAZEROLLE. - M. Giraud a dit aujourd'hui qu'il n'y aurait pas de délégation!

M. MAUROY. - Ecoutez, je ne suis pas du conseil régional d'Ile-de-France. En tout cas, le responsable des conseillers régionaux de l'Ile-de-France nous a donné cette information et il me l'a écrite. J'ai donc une lettre de lui disant exactement comment les choses se sont passées en Ile-de-France. C'est cela qui est inacceptable. Si c'est ainsi, ce n'est pas comparable à ce qui va se passer dans le Nord-Pas-de-Calais. Il reste cependant que, si M. Giraud retire les délégations des délégués du Front National - si ceux-ci ne se rétractent pas pas rapport aux déclarations de M. Le Pen -, ce sera très bien de sa part.

Paul-Jacques TRUFFAUT. - Si, aujourd'hui, on vous proposait d'aller débattre avec Jean-Marie Le Pen sur une chaîne de télévision, comme va le faire demain André Lajoinie sur la Cinq, accepteriez-vous ?

t. M. MAUROY. - En tout cas, le débat démocratique me fait un devoir d'accepter. Immédiatement, dans cette émotion qui s'est emparée de tout le monde compte tenu de ce qui a été dit... Vous me voyez hésiter... Moi, je me précipite toujours lorsqu'il y a un débat, parce que je crois que la place des hommes politiques est de débattre. Mais devant quelqu'un qui offense de cette façon mon pays, qui offense de cette façon les victimes du nazisme, je me pose la question. Mais je crois tout de même que j'irais au débat. Je rappellerais ce qu'a été 40-45. Moi, je fais partie de la génération des enfants de la guerre. J'étais trop jeune pour être un combattant. Mais j'ai été un gosse pendant cette guerre et, dans mes yeux, j'ai gardé la réalité de ce qui s'est passé, de ce qu'a été la libération, de ce qu'ont été les atroces images de ceux qui sont revenus et de ceux qui ne sont pas revenus. Si bien que, pour la mémoire, pour débattre, et débattre de ce qui me paraît essentiel, j'irais, je crois, à ce débat. Mais sans ménagement, avec pugnacité, avec force ! Et je pense que c'est politiquement qu'il nous faut battre Le Pen. C'est de cette manière qu'il nous faut extirper de notre pays ces idées. Ces idées d'ailleurs qu'on n'avait plus connues pendant quarante ans ! Ces idées, elles ont été véhiculées en France avant-guerre. Et, avant-guerre, il y a toujours une connivence entre l'extrême-droite et une certaine partie de la droite française. Mais depuis quarante ans, c'était terminé, on avait l'impression que ce qui s'était passé avait été tellement effrayant que personne ne pouvait s'exprimer sur ce plan-là. Maintenant, la guerre s'éloigne, ces souvenirs s'éloignent et M. Le Pen et ceux qui sont avec lui entreprennent cet abominable travail de faire oublier ! Nous, nous n'oublions pas et nous sommes là pour le combattre.

n André PASSERON. - Ne croyez-vous pas que le fait que M. Le Pen se soit retrouvé à l'Assemblée nationale avec 33 députés grâce à l'instauration de la représentation proportionnelle que vous avez fait instituer ne lui a pas facilité la tâche pour exprimer ses idées, notamment les idées malsaines qu'on a entendues ici dimanche dernier ?

M. MAUROY. - Voilà la question qui revient si souvent ! D'abord, je voudrais dire que la proportionnelle est le système de toute l'Europe démocratique, de toute l'Europe démocratique. C'est le système qui permet à chacun d'avoir sa part. Mais s'il y a des Français qui suivent M. Le Pen, je préfère le savoir, je préfère les connaître, je préfère les combattre, plutôt que ce soit quelque chose qui soit réel mais n'apparaisse pas. Par conséquent, la mise en cause de la proportionnelle quand on parle de Le Pen n'est pas du tout justifiée.

Vous me permettez d'ajouter que la première fois que M. Le Pen s'est manifesté, en tout cas qu'il a eu un nombre de suffrages relativement important - 10 % -, ce n'était pas du tout à l'occasion d'une élection à la proportionnelle française, c'était à l'occasion des élections européennes.

André PASSERON. - A la proportionnelle !

M. MAUROY. - C'était en juin 1984, par une proportionnelle qui avait été décidée sur le plan européen. Alors, de grâce, on ne peut pas dire que c'est la proportionnelle que nous avons instituée qui ait si peu que ce soit avantage ou désavantage M. Le Pen. M. Le Pen est une réalité qu'il faut combattre, qu'il faut faire disparaître au niveau politique. Voilà le fait.

LA DESIGNATION DU CANDIDAT SOCIALISTE A L'ELECTION PRESIDENTIELLE

Olivier MAZEROLLE. - Parlons de la désignation du candidat du parti socialiste aux élections présidentielles. M. Mitterrand a indiqué qu'il dirait le fond de sa pensée et sa décision en mars prochain, ce qui fait que, d'ici là, le parti socialiste est suspendu à ses lèvres. Est-ce que, d'une certaine façon, ce n'est pas vous rendre prisonniers du calendrier ? Ou bien François Mitterrand, au mois de mars, dit qu'il est candidat, et, à ce moment-là, on peut imaginer que le parti socialiste suivra sa candidature. Ou bien il dit qu'il n'est pas candidat, et, à ce moment-là, le parti socialiste devra faire avec le "fait accompli" Michel Rocard. Il ne sera plus temps d'organiser des primaires au sein du parti socialiste.

M. MAUROY. - Je ne vois pas pourquoi vous nous dites que cela complique l'existence du parti socialiste. Je pense que cela la simplifie. Le Président de la République dira s'il est candidat au mois de mars. D'ici là, nous avons, nous, à faire connaître notre projet. Nous avons à en débattre à tous les niveaux. Nous avons à animer ce débat devant les Français. Nous avons deux candidats déclarés. Ces deux candidats - et cela va nous faciliter la tâche pour notre débat démocratique - auront une responsabilité particulière dans ce débat, ainsi que l'ensemble des responsables du parti socialiste. On aurait pu faire autrement. C'est comme ça. Finalement, c'est bien.

Vous savez, chaque fois que le parti socialiste apparaît divers, chaque fois qu'il accentue sa diversité, c'est bien. Les Français le reconnaissent comme un grand parti démocratique. Le problème, c'est que cela ne tourne pas à la division. Or je suis persuadé que le fait d'avoir deux candidats maintenant n'est pas un motif de division entre nous, mais un motif de diversité.

Jean-Louis ANDREANI. - Vous aviez déclaré pendant le congrès de Lille, en avril, que, si M. Mitterrand n'était pas candidat, le candidat le mieux placé paraissait être Michel Rocard.

M. MAUROY. - J'ai fait une analyse qui était relativement simple. Je crois que nous avons un candidat naturel : c'est l'actuel Président de la République, parce qu'il a été le premier secrétaire du parti socialiste. Vous imaginez facilement quelle est la chance pour les socialistes d'aujourd'hui, surtout pour moi qui ai connu les lendemains de la Libération, les difficultés du socialisme, d'avoir fait ce congrès d'Epinay, d'avoir assisté à cette montée des socialistes. Il a été notre premier secrétaire. On a renoué le parti socialiste. On a permis aux socialistes d'atteindre plus de 30 %. Nous, les socialistes, nous n'oublions pas. C'est pourquoi il est notre candidat naturel.

Jean-Louis ANDREANI. - S'il n'est pas candidat ?

M. MAUROY. - S'il n'était pas candidat, nous aimerions bien avoir un Président de la République socialiste. Or, pour avoir un Président de la République socialiste, il faut prendre celui qui est le mieux placé. Et quand je me suis exprimé, M. Michel Rocard apparaissait - et c'est ce qu'indiquaient aussi les sondages - comme le mieux placé.

Olivier MAZEROLLE. - Vous avez changé d'avis aujourd'hui ?

M. MAUROY. - Non ! Je n'ai pas changé d'avis. Mais Chevènement est maintenant candidat - mais lui a précisé qu'il ne le serait plus dès que le Président de la République se manifesterait... Enfin, bref, je crois que cela n'apportera rien aux Français de continuer cette discussion. Nous souhaitons, je souhaite comme candidat François Mitterrand. C'est à lui, naturellement, d'apporter la réponse. Nous allons organiser un grand débat devant la France. Nous le ferons avec ceux qui, dans le parti, se sont portés candidats. Nous le ferons avec les responsables et les militants du parti socialiste. Le moment venu, le parti socialiste, suivant ses règles, et ses règles très démocratiques, choisira son candidat.

Jean-Louis ANDREANI. - On va parler du projet du P.S. Mais, sur un plan précis, souhaitez-vous, oui ou non, que, compte tenu de l'entrée en jeu de Jean-Pierre Chevènement, il y ait des primaires au sein du parti ? Ou bien pensez-vous que ce serait mauvais pour le P.S. ?

M. MAUROY. - Vous me posez là des questions qui concernent l'organisation matérielle...

Jean-Louis ANDREANI. - C'est plus que l'organisation matérielle !

M. MAUROY. - ... et la façon dont nous allons désigner le candidat. Nous allons nous adapter à la situation, et nous verrons. Vraisemblablement, il risque d'y avoir des primaires dans le parti si François Mitterrand n'est pas candidat.

Jean-Louis ANDREANI. - Dans ce cas-là, votre choix est déjà fait ? C'est Michel Rocard ?

M. MAUROY. - Pas du tout...

Olivier MAZEROLLE. - Vous prévoyez d'autres candidatures ?

M. MAUROY. - Je ne sais pas... Je crois que tout cela n'intéresse pas beaucoup les Français, mais enfin vous me posez des questions et j'y réponds. Tout cela apparaît comme des choses un peu compliquées, alors qu'elles sont simples.

Les socialistes veulent, avec la majorité des Français, et souhaitent la candidature de François Mitterrand. A lui de répondre, et nous savons que ce sera en mars. Si François Mitterrand n'est pas candidat, j'ai déclaré à Lille que le mieux serait de faire entrer en ligne de compte le candidat le mieux placé - c'était Michel Rocard qui était le mieux placé dans les sondages - et comme on connaîtra la réponse de François Mitterrand tard, de se rassembler derrière le mieux placé de manière rapide, de façon à être tout de suite jeté dans la bataille,

Olivier MAZEROLLE. - Vous dites que tous les socialistes semblent souhaiter la candidature de François Mitterrand, alors Michel Rocard n'est pas vraiment socialiste ?

M. MAUROY. - Vous faites une dispersion !

Olivier MAZEROLLE. - Non, c'est la vérité !

M. MAUROY. - Nous sommes dans la situation où Jean-Pierre Chevènement est lui aussi candidat, dans ces conditions il faudra nécessairement une primaire. J'espère qu'on n'aura pas besoin de faire ces primaires et que François Mitterrand sera candidat.

André PASSERON. - Un, deux, trois candidats, on saura ça au mois de mars...

M. MAUROY. - "Un, deux, trois candidats", vous avez l'air de dire : quelle tristesse pour les socialistes !

André PASSERON. - Vous n'en aurez pas trois !

M. MAUROY. - En ce qui concerne le parti socialiste, il y aura un seul candidat, tandis qu'à droite il y en aura nécessairement au moins deux, c'est clair. En ce qui concerne le débat démocratique, du côté socialiste il y aura un projet : du côté de la droite, on l'attend !

LA PREPARATION DU PROJET SOCIALISTE

André PASSERON. - N'est-ce pas un peu vain et désespérant pour les socialistes que de préparer un projet pour un candidat inconnu qui a lui-même sûrement le sien ? Ne perdez-vous pas votre temps ?

M. MAUROY. - Non, on a un peu d'intelligence au parti socialiste ! Notre projet ne sera pas un programme pour les élections présidentielles. Il y a une distinction entre un projet et un programme. Nous sommes en train d'élaborer les quarante ou cinquante pages où seront inscrites les lignes directrices, les orientations, la perspective pour les socialistes. Naturellement c'est ce projet qui nourrira, alimentera le candidat du parti socialiste, lorsqu'il s'agira de l'élection présidentielle, les candidats lorsqu'il s'agira des élections cantonales, municipales ou législatives. Je crois que les socialistes ont répondu par avance aux objections que vous êtes en train de me faire.

Olivier MAZEROLLE. - Malgré tout ce qu'il a dit cet été concernant le tremblement de terre, la guerre mondiale qui seule serait capable de provoquer la candidature de François Mitterrand, Michel Rocard vous paraît-il toujours être un candidat tout à fait approprié pour le parti socialiste ?

M. MAUROY. - Bien sûr, il est candidat ; Chevènement l'est également. N'oubliez pas que j'ai souhaité l'unité des socialistes. Chacun se souvient que, avec François Mitterrand, nous avons gagné à Epinay et créé le parti socialiste. Il y a eu ensuite les assises et Michel Rocard est venu lors de ces assises. Il était important à un moment donné que tous les socialistes soient rassemblés à l'intérieur du parti socialiste.

Olivier MAZEROLLE. - Pêché de jeunesse que ses déclarations de cet été ?

M. MAUROY. - Je me suis exprimé parce qu'il faisait sa rentrée politique ; il pouvait la faire autrement. C'est dépassé.

Jean-Louis ANDREANI. - Dans la première phase d'élaboration, on a beaucoup parlé de donner du muscle, du souffle, du nerf à ce projet. Dans le même temps, vous avez demandé, sur le plan économique et social, qu'on évite toute fuite en avant.

M. MAUROY. - Vous parlez de deux choses qui sont complètement différentes. D'un côté, vous parlez d'un projet qui doit avoir du souffle dans l'écriture, dans le ton, dans les perspectives qu'il ouvre, d'un projet qui doit être un projet d'avenir. Je souhaite qu'il en soit ainsi et que le document de 140 pages actuellement,

lorsqu'il aura été étudié dans les sections, se limite à 45 pages qui aient du souffle et des perspectives. C'est une chose.

D'un autre côté, je ne veux pas du tout que les socialistes s'emballent sur le plan économique pour finalement ouvrir sur des perspectives qui seraient illusoires. Il me paraît tout à fait indispensable que, sur ce plan, nous tenions compte de ce qui s'est passé lorsque nous étions au pouvoir. Nous devons, d'une part, prendre en compte notre capacité de socialistes dans l'opposition, qui doit ouvrir une toute autre perspective que celles actuellement bouchées par la politique réactionnaire de la droite, d'autre part, faire des propositions crédibles qui tiennent compte de notre souhait d'aller au gouvernement et d'appliquer tranquillement le programme qui découlera de ce projet.

Jean-Louis ANDREANI. - Donner du souffle à un projet, c'est seulement faire passer un document de 150 à 50 pages ?

M. MAUROY. - Mais non ! Vous avez tout à fait compris ; vous savez donner du souffle à vos textes, c'est-à-dire avoir un beau projet, un projet d'avenir.

Oui, nous aurons un bon projet d'avenir, mais sur le plan économique nous prendrons des précautions. Par exemple, nous sommes tous d'accord pour ne pas commencer par dresser la liste des nationalisations à faire, la liste des nationalisés en disant : tout ce que nous avons nationalisé, qui a été dénationalisé ou privatisé, nous allons le renationaliser. Nous nous rendons compte que gérer un pays ce n'est pas participer à une partie de ping-pong permanente. Sur ce plan, nous serons tout à fait responsables. Cela ne veut pas dire que nous abandonnions notre principe d'une société d'économie mixte avec un secteur public et un secteur privé. Cette société d'économie mixte, à mon avis, permet de donner du souffle. Il y a tout de même plus de souffle dans les nationalisations, dans les entreprises qui, en quelques années, ont été rétablies, dans la France qui maintenant a un outil au niveau de l'informatique, qui s'est donné un outil dans le domaine de l'imagerie médicale, de radio, que dans cette grande foire où on privatise soit disant pour quelques millions de Français qui ont pris des actions, pour un capitalisme populaire. On s'aperçoit, avec ces noyaux durs que c'est la mainmise sur de nombreuses entreprises.

Nous voulons donner du souffle, ouvrir une perspective, combattre le chômage, combattre la pauvreté. Nous souhaitons, sur le plan international, qu'il y ait une ouverture. Nous ajoutons tous les atouts pour qu'on puisse connaître un retour à la

croissance, un retour au développement, mais nous avons la prudence de ceux qui ont exercé les responsabilités gouvernementales et qui, par conséquent, veulent un projet que l'on puisse effectivement exécuter.

Paul JOLY. - Quel est le plus qui aujourd'hui peut faire gagner les socialistes en 1988 ? Sur le plan économique, on s'aperçoit que les solutions proposées par les socialistes ne sont pas très très éloignées parfois de celles du gouvernement actuel.

M. MAUROY. - C'est vous qui le dites ! Vous, l'ensemble des journalistes, une certaine presse. Un certain écho nous revient : entre la droite et la gauche, quelle est la différence ? Elle est grande ! En ce qui me concerne, dès juin 1986, je disais que nous avons le gouvernement le plus réactionnaire que la France ait connu depuis bien longtemps. C'est l'échec. Voulez-vous me dire dans quel secteur la politique gouvernementale est une réussite ? On peut prendre différents thèmes sur le plan économique et social : l'inflation, le commerce extérieur, le déficit budgétaire, le pouvoir d'achat...

LE BILAN DU GOUVERNEMENT DE M. CHIRAC

Olivier MAZEROLLE. - Le Président de la République lui-même a dit l'autre soir que le chômage marquait un temps d'arrêt.

M. MAUROY. - Il s'est aggravé pendant des mois et des mois ; il marque un temps d'arrêt. Je me souviens de quelle façon on a traité le Premier ministre et l'ensemble des ministres du gouvernement parce que nous appliquions le traitement social du chômage. On voit de quelle manière on peut faire maintenant. Personne ne peut résoudre, en quelques semaines, quelques mois ou peut-être même quelques années, les problèmes du chômage. Mais il y a ceux qui acceptent l'idée du chômage, l'idée d'une société duale, d'une société à deux vitesses avec ceux qui ont du travail et ceux qui n'en ont pas, et il y a les socialistes qui, eux, n'accepteront jamais cette perspective. Nous y mettrons peut-être du temps ; ce sera difficile. En tout cas, moi, Premier ministre, on m'a vu lutter contre le chômage et j'aimerais qu'il y ait une plus grande pugnacité de la part de ceux qui ont des responsabilités gouvernementales. Nous, nous aurons cette pugnacité-là. Nous pensons que nous arriverons à des résultats qui naturellement dépendront d'une politique économique, d'une croissance revenue, dont nous ne sommes pas les seuls juges et les

seuls maîtres et qui dépendront aussi de certaines transformations de la société.

COMMENT LUTTER CONTRE LE CHOMAGE

Paul JOLY. - Que pourraient faire Pierre Mauroy, le candidat socialiste, les socialistes de plus que ce que fait M. Séguin qui lui-même en est revenu au traitement social du chômage ?

M. MAUROY. - Il nous avait condamné pendant les cinq ans où nous étions au pouvoir. Vous vous souvenez des critiques acerbes qui ont été celles de M. Séguin et de ses amis. Pourtant ce traitement social du chômage est absolument indispensable.

Paul JOLY. - Seriez-vous en mesure de procéder à un traitement économique du chômage ?

M. MAUROY. - Le traitement économique du chômage, cela veut dire avoir les moyens de retrouver davantage de croissance. Je crois que dans ce domaine, aussi bien la gauche que la droite ont essayé de tout mettre en oeuvre pour qu'il y ait davantage de croissance ; mais cela ne dépend pas de nous seulement : cela dépend bien sûr de notre appareil industriel, cela dépend de la vitesse avec laquelle on fera ou pas l'Europe et des perspectives que l'Europe pourra offrir - c'est là où nous pourrions avoir du souffle - cela dépendra aussi de la détente et de la coopération. Par exemple si on s'engage dans la voie du désarmement, davantage de désarmement, c'est davantage de développement ; c'est une croissance peut-être pas pour demain, mais c'est ouvrir une perspective sur ce plan. Le traitement économique est très dépendant des politiques que l'on va mener sur le plan européen.

Jean-Louis ANDREANI. - Il y a un débat sur ce point au sein du P.S. : Jean-Pierre Chevènement pense que se donner une démarche de croissance c'est peut-être sortir du système monétaire européen.

M. MAUROY. - C'est un débat que nous avons déjà eu en 1983 et qui a été arbitré par le Président de la République.

Jean-Louis ANDREANI. - C'est un débat qui ressort.

M. MAUROY. - Je suis resté Premier ministre et j'ai continué ma politique ; l'autre politique a paru tout à fait illusoire.

Jean-Louis ANDREANI. - Vous pensez que l'on n'a pas à revenir sur ce débat ?

M. MAUROY. - Je pense qu'il n'y a pas à revenir sur ce débat, sauf à en créer un autre d'une autre nature. Je n'ai pas la religion du système monétaire européen. Je trouve que, dans la situation dans laquelle nous nous sommes trouvés en 1981 au milieu de la crise, il a été très méritoire de rester dans le système monétaire européen, de faire confiance à l'Europe, à la construction européenne, et en même temps de tout mettre en oeuvre pour retrouver nos équilibres comme nous l'avons fait.

Quand je suis arrivé à Matignon, il y avait 1 700 000 chômeurs, 14 % d'inflation, la plupart des créneaux industriels avaient été enfoncés et vous connaissez l'ampleur du déficit commercial de la gestion de M. Barre. Dans cette situation, nous nous sommes mis au travail : nous avons ramené l'inflation de 14 % sur la pente de 2 % ; nous avons réduit le déficit du commerce extérieur.

Le chômage, certes, nous ne l'avons pas supprimé, mais nous lui avons appliqué un traitement social. Sans ce traitement, les statistiques du chômage seraient encore bien plus préoccupantes qu'elles ne le sont aujourd'hui.

Olivier MAZEROLLE - M. Séguin ne s'est pas trop entêté puisqu'il a appliqué les mêmes recettes.

M. MAUROY - Sur ce plan-là, nous avons tout mis en oeuvre pour retrouver la croissance. J'ai toujours dit que si nous faisons la politique de rigueur, qui n'était d'ailleurs pas une politique mais une méthode, c'était pour retrouver davantage de croissance. Voilà un exemple du souffle que nous devons donner à notre politique ! Ayant fait cela pendant cinq ans, ayant permis à l'économie française de retrouver ses équilibres, à l'industrie française de retrouver une partie de ses forces - et il y a encore beaucoup à faire sur ce plan-là - on accepte mal la politique du gouvernement actuel qui, lui, n'est pas capable de tenir l'inflation, n'est pas capable de tenir le commerce extérieur - pourtant, si nous sommes toujours en crise, la situation est maintenant meilleure qu'en 1981 - et qui se lance dans les privatisations.

Olivier MAZEROLLE - Vous voulez relancer la croissance de façon à créer plus d'emplois.

M. MAUROY - Il faut davantage d'investissements, davantage de croissance.

Olivier MAZEROLLE - C'est exactement ce que disent Messieurs Barre et Chirac.

M. MAUROY - Oui, mais autrement !

Olivier MAZEROLLE - Comment autrement ?

M. MAUROY - Nous, nous souhaitons une société d'économie mixte. Nous savons, je l'ai toujours dit, que le traitement économique du chômage ne sera pas suffisant. Même

si nous avions un taux de croissance de 4,5 ou 6 % - Je rêve, ce n'est pas pour demain - nous n'arriverions pas à régler le problème du chômage. Pour essayer d'aller le plus loin possible dans la lutte contre le chômage, il faut en plus du traitement économique - la droite a le sien mais ses méthodes diffèrent des nôtres - une autre organisation de la société. D'abord, il ne faut pas prendre son parti du chômage, considérer que c'est un prix à payer à la modernisation. Non, il faut organiser la société autrement ! Comment ? Le traitement social du chômage est au fond un moyen d'avancer sur le plan de la formation. Le couple travail-formation apportera beaucoup à la lutte contre le chômage. L'ouvrier qui doit quitter son emploi doit aller en formation plutôt que d'être au chômage.

Nous n'avons peut-être pas en ce moment les moyens de faire davantage pour le traitement social du chômage. Mais nous souhaitons, et c'est cela qu'il y a dans notre projet - un formidable élan de formation. Qu'un jeune de moins de 20 ans ou de 21 ans soit au chômage, c'est un contresens complet. S'il n'a pas trouvé de travail, il doit être en formation pour soi et pour son pays, car ce dernier a besoin de la formation de ses fils et de ses filles. Un effort considérable de recherche et de formation est indispensable. Voilà le souffle !

Olivier MAZEROLLE - Le "plan jeunes" de M. Séguin consacre déjà beaucoup d'argent à ce genre de choses.

M. MAUROY - Le "plan jeunes" de M. Séguin s'inscrit dans le cadre du traitement social du chômage que nous avons commencé à mettre en oeuvre. Il n'a pas les perspectives que vous trouverez dans le projet des socialistes en ce qui concerne la formation.

André PASSERON - Dans le budget pour 1988, les crédits pour la formation progressent.

M. MAUROY - Un peu tardivement, le gouvernement inscrit des crédits supplémentaires pour la formation.

André PASSERON - Vous approuvez cet effort ?

M. MAUROY - Oui, bien sûr ! Tout ce qui sera fait dans le domaine de la formation sera le bienvenu. Lorsque 80 à 90 % des jeunes seront amenés au niveau du baccalauréat, la France sera nécessairement un pays où il y aura moins de chômeurs jeunes.

Certes, les conditions n'étaient pas réunies pour réaliser une diminution de l'horaire de travail, mais on sera obligé d'y revenir, avec les autres pays européens. D'ailleurs depuis le début de l'ère industrielle on a créé beaucoup d'emplois avec la diminution du temps de travail. La journée de huit heures a créé des emplois, et il faudra continuer dans cette voie. La France peut prendre des initiatives, mais elle ne peut pas prendre des décisions seule, puisque nous sommes dans un ensemble européen.

Paul-Jacques TRUFFAUT - Pensez-vous comme M. Séguin que la France ne connaîtra plus jamais les formes d'emplois du passé, que l'on y travaillera moins et différemment ?

M. MAUROY - Bien sûr. Je souhaiterais qu'un jour le chômage ne soit plus vécu collectivement de la façon dont il est perçu aujourd'hui, hélas. Il apparaîtrait normal que celui qui perd son emploi puisse bénéficier d'une espèce de crédit de formation. Nos pays doivent permettre à leurs citoyens d'avoir un crédit de formation de quelques années afin que l'on puisse avancer dans le règlement de ce problème comme on a pu le faire pour la santé. Ce n'est pas une perspective immédiate, mais il est très important de mobiliser les esprits et les énergies pour lutter contre le chômage. Les gens doivent bien comprendre qu'il y a une autre façon de concevoir la société. Il faut donner plus de mobilité au travail, il est indispensable de réaliser un couple formation-travail, il faut retenir passagèrement dans la formation beaucoup de travailleurs. Bref, il faut retrouver un équilibre. Cela n'exclut pas le traitement économique qui reste la voie royale. Mais il faut le compléter par une volonté de transformation et d'organisation de la société. Nous avons toujours eu cette volonté, et nous l'avons encore.

PAUVRES ET RICHES

André PASSERON - Approuvez-vous aussi les décisions qu'a prises le gouvernement en ce qui concerne la baisse des impôts et la diminution de la T.V.A. sur les produits de grande consommation ?

M. MAUROY - J'approuve bien entendu la baisse des impôts. Mais ce que j'approuve moins, c'est que le gouvernement voudrait qu'on trouve son action extraordinaire parce qu'il baisse les impôts alors que la hausse des cotisations sociales annule cette réduction. Par conséquent, ne faisons pas trop de musique sur la baisse des impôts dès lors qu'elle est annulée par la hausse des cotisations sociales.

André PASSERON - Vous avez fait la même chose !

M. MAUROY - C'est un peu en trompe-l'oeil.

André PASSERON - Vous l'avez fait également !

M. MAUROY - Nous n'avons pas baissé les impôts de cette façon.

André PASSERON - Beaucoup moins !

M. MAUROY - On m'a posé tout à l'heure la question de savoir s'il y avait une différence entre la gauche et la droite. Mais là, elle est éclatante ! Avez-vous regardé de près ce qu'ils font pour baisser les impôts ? Ils réduisent surtout les impôts de ceux qui sont en haut de l'échelle, en haut de la hiérarchie, mais la réduction est beaucoup moins forte pour les autres. Autrement dit, lorsqu'ils baissent les impôts, ils trouvent encore le moyen d'aggraver les inégalités. Les Françaises et les Français doivent bien comprendre - et c'est fondamental car cela devrait permettre à la gauche d'être majoritaire dans ce pays pour longtemps - qu'avec le gouvernement de Pierre Mauroy ou celui de Laurent Fabius, ceux qui étaient riches ont été moins riches, et cela m'a valu bien des coups. Mais ceux qui étaient pauvres ont été moins pauvres.

André PASSERON - Et pourtant vous avez perdu les élections !

M. MAUROY - Avec le gouvernement de droite, depuis dix-huit mois, ceux qui sont riches le deviennent encore plus, et ceux qui, hélas, sont pauvres, le sont encore plus. Je parle des pauvres mais cela vaut pour l'ensemble de la classe moyenne. En dix-huit mois de gouvernement de droite, le pouvoir d'achat des catégories non salariées a augmenté de 11 % alors que l'immense majorité des salariés n'a rien obtenu : une petite augmentation en 1986, une diminution en 1987, nous sommes sur la pente des diminutions. Que les salariés prennent conscience de la nécessité d'avoir une politique qui préserve leur pouvoir d'achat ! Vous savez d'ailleurs que les fonctionnaires vont faire un mouvement de grève le 15 octobre.

Donner du souffle au projet socialiste, c'est défendre la liberté, alors qu'avec la droite elle est bafouée, c'est avoir une idée de la justice sociale, alors que la droite, c'est l'injustice, c'est l'aggravation des inégalités, c'est faire prévaloir la solidarité sur tous les égoïsmes alors qu'aujourd'hui, que diable, ce sont les égoïsmes de quelques uns qui triomphent.

Jean-Louis ANDREANI - Pensez-vous que les socialistes doivent continuer à avoir comme objectif la baisse des prélèvements obligatoires ?

M. MAUROY - Au moment où nous sommes arrivés au pouvoir, il était absolument indispensable de restaurer les équilibres. C'était d'autant plus indispensable que nous avons mené cette politique tout en appliquant notre programme. En ce qui concerne l'avenir, c'est une question qui est un point d'interrogation. Si vous choisissez de diminuer les prélèvements obligatoires, il sera plus long de réduire les inégalités. Cela ne pourra pas être fait dans les prochaines années. Comme tous les Français, je suis sensible à une baisse dans ce domaine. Mais il faut bien savoir que cette baisse va retarder la transformation de la société. Pour les socialistes, il faut à la fois transformer la société, réduire les inégalités et diminuer les prélèvements obligatoires. Mais cela, c'est difficile. Nous ne devons pas voir de religion définitivement arrêtée dans ce domaine.